

Réf: 054 /DAL/DACH/SSCPF

Nouasseur le, 10 MARS 2025

NOTIFICATION AUX CONCURRENTS RÉPONSE A DES DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT

Objet : Consultation ouverte N°045-25-CO « Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire ».

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la consultation ouverte citée en objet, nous avons l'honneur de vous communiquer les éléments de réponse, fournis par le maître d'ouvrage, à des demandes d'éclaircissement formulées par un concurrent.

Item(s)	Question(s)	Réponse(s)
1	<p>Afin de nous assurer que notre offre est conforme aux exigences de la consultation, nous souhaiterions obtenir une clarification sur les points suivants :</p> <p>1. La consultation est-elle considérée comme un marché public au sens du décret n° 2-22-431 ou relève-t-elle exclusivement du droit commun ?</p> <p>2. L'article 44 du décret des marchés publics, relatif à la règle de $\pm 20\%$ par rapport à l'estimation du coût des prestations, est-il applicable aux offres financières soumises dans le cadre de cette consultation.</p>	<p>Nous vous informons que les marchés de l'ONDA sont passés, exclusivement, conformément aux dispositions de son propre Règlement relatif aux marchés publics approuvé le 09/07/2014.</p> <p>De plus, conformément à l'article 02 relatif au « Mode de passation du contrat », cette consultation a été lancée dans le respect des formes et des règles du droit commun, tel que stipulé à l'article 4, paragraphe 7, du règlement en vigueur.</p> <p>En outre, par dérogation, les conventions ou contrats conclus selon les formes et règles du droit commun, ne sont pas soumis à ce règlement.</p> <p>A cet effet, la règle de $\pm 20\%$ par rapport à l'estimation du coût des prestations ne s'applique pas dans ce cas. Toutefois, la commission d'ouverture des plis de l'ONDA se réserve le droit de demander toute justification jugée opportunes.</p>
1	<p>Nous souhaiterions obtenir une confirmation quant au contenu du dossier administratif à fournir en cas de réponse en groupement :</p> <p>Pouvez-vous nous confirmer si la convention de groupement est le seul document exigé dans ce dossier ou si d'autres pièces sont requises ?</p>	<p>Conformément à l'article 9 « CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS » du règlement de consultation de la consultation ouverte en question, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, en plus du Cahier des prescriptions spéciales paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le concurrent, entre autres, un dossier administratif comprenant en cas de groupement, un exemplaire de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement (Solidaire ou conjoint), le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.</p>

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations.

المكتب الوطني للمطارات
Office National des Aéroports

chef de la Division
Post Services
Page 1 | 1